

## EDITO

Le masculinisme est une idéologie dangereuse et réactionnaire qui banalise les violences contre les filles, les femmes, les minorités sexuelles et de genre et qui est portée principalement par les groupes d'extrême droite mais pas seulement. Elle est diffusée bien au-delà. Engagée de longue date contre toutes les violences sexistes et sexuelles, la FSU mène un travail militant conséquent

Dans cette perspective, l'EVARS/EVAR constitue un levier central de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux minorités de genre. En permettant de déconstruire les stéréotypes, de promouvoir le consentement et le respect, elle est un outil indispensable, aujourd'hui attaquée par les forces réactionnaires qu'il faut défendre sans concession.

Les féminismes s'inscrivent aussi dans une réflexion globale sur les rapports de domination, comme le montre l'écoféminisme, qui relie exploitation du vivant et oppression des corps. Face aux crises sociales et écologiques, il invite à repenser nos modèles.

Cette année 2026 sera une année placée sous la négociation d'un accord égalité professionnelle femmes-hommes pour obtenir des avancées concrètes sur les carrières, les salaires,

Relier ces luttes, c'est affirmer un féminisme émancipateur qui ne cède ni aux reculs réactionnaires ni aux divisions et qui continue de porter un projet de transformation sociale.

## Fémonationalisme :

### le faux féminisme de l'extrême droite

Le fémo-nationalisme est un concept forgé par la sociologue britannique Sara R. Farris pour désigner l'instrumentalisation de la cause des femmes par des forces politiques d'extrême droite dans plusieurs pays européens. Sous un vernis féministe, ces discours poursuivent en réalité des objectifs racistes, sécuritaires et antiféministes.

Si le terme est récent, le phénomène, lui, ne l'est pas. L'extrême droite s'est toujours emparée de la « cause des femmes », non pour défendre l'égalité, mais pour combattre les féminismes émancipateurs.

- Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, les militantes féministes étaient disqualifiées comme illégitimes, accusées d'être étrangères à la nation ou à l'ordre moral — tour à tour désignées comme franc-maçonnaires, protestantes, juives, puis communistes ou matérialistes, menaçant la famille et le rôle social assigné aux femmes.
- Dans l'entre-deux-guerres, cette stratégie s'est structurée à grande échelle. Des organisations féminines conservatrices de masse ont mobilisé un discours prétendument favorable aux femmes pour défendre la maternité, l'ordre moral et l'éducation religieuse, tout en s'opposant frontalement au développement des services publics, en particulier à l'école publique et laïque. La « protection des femmes » servait alors à combattre les droits sociaux et l'égalité.

Le fémo-nationalisme contemporain se distingue toutefois par deux évolutions majeures.

- La première est l'existence de soutiens financiers, médiatiques et organisationnels puissants. Des acteurs comme Pierre-Édouard Stérin, à travers le projet Périclès, ou des groupes médiatiques conservateurs, ont contribué à structurer, professionnaliser et rendre visibles ces courants. L'enjeu est clairement identifié : faire converger les droites, investir durablement l'espace médiatique et numérique, et peser idéologiquement sur les débats publics, y compris féministes.
- La seconde évolution concerne le contenu du discours. L'extrême droite féminisée ne met plus en avant la maternité comme horizon politique principal. Elle se concentre sur les violences sexuelles, mais en les analysant exclusivement à travers un prisme ethnique et culturel. Les femmes sont présentées comme des victimes à protéger uniquement lorsque les auteurs désignés sont étrangers, immigrés ou musulmans.

Or, cette lecture est en contradiction totale avec les réalités statistiques des violences. Les violences sexistes et sexuelles sont, dans leur immense majorité, commises dans le cadre familial, conjugal ou de proximité : par des conjoints, ex-conjoints, proches, collègues. Elles traversent tous les milieux sociaux, toutes les origines, tous les territoires. En focalisant l'attention sur un prétendu « sexisme importé », le fémo-nationalisme invisibilise le patriarcat comme système global et dédouane les institutions et l'État de leurs responsabilités en matière de prévention, d'éducation et de protection.

Ce détournement permet à ces groupes de se revendiquer du féminisme tout en attaquant l'antiracisme, l'intersectionnalité et les droits sociaux. Ils ne disent rien de l'égalité salariale, des conditions de travail, du partage du travail domestique, ni du démantèlement des services publics de santé, d'éducation et de protection sociale, pourtant centraux dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

Le risque est réel : à force d'occuper l'espace médiatique et de tenter de s'appropriier des dates symboliques comme le 8 mars, ces courants cherchent à faire reconnaître leur discours comme un féminisme parmi d'autres. En réalité, ils vident les droits des femmes de leur contenu égalitaire et universaliste : autonomie, santé sexuelle et reproductive, liberté de circulation, égalité sociale.

Le féminisme est un projet universaliste, égalitaire et social, indissociable des services publics, de la prévention, de l'EVARS et des droits collectifs.

Lorsqu'il devient un outil de division, de stigmatisation et d'exclusion, il cesse d'être féministe.

Pour ces raisons, le féminisme ne peut être compatible avec l'extrême droite.

Pour aller plus loin :

<https://www.youtube.com/watch?v=JNPkDqe-26w>



LES NOUVELLES  
FEMMES DE DROITE  
Magali Della Sudda

## Le masculinisme s'invite partout.

**Mais que met-on derrière ce terme, quelle idéologie, quels sont les dangers quant au rapport de domination hommes -femmes, sur les constructions des identités, mais aussi sur la violence ?**

### • Qu'est-ce que les masculinismes ?

Le terme masculinisme désigne une idéologie ou mouvement critique du féminisme qui valorise :

- la suprématie ou la primauté des hommes dans la société,
- le rejet des revendications pour l'égalité femmes-hommes,
- l'idée que les femmes ou les féministes seraient responsables des difficultés sociales ou personnelles des hommes.

**Le masculinisme est souvent associé à des discours présents sur certains espaces en ligne, où il s'y développe une hostilité envers les femmes et les idées égalitaires.**

### • Quels sont les dangers des masculinismes ?

Les masculinismes remettent en cause l'égalité de genre en légitimant des hiérarchies sociales basées sur le genre (hommes « dominants », femmes « subordonnées »), en dévalorisant la place des femmes dans l'espace public, professionnel et politique, et en niant ou minimisant les violences sexistes et sexuelles.

Ce type de discours peut normaliser ou banaliser les discriminations, en les faisant passer pour une réaction à de prétendues « pressions féministes », plutôt que pour des injustices structurelles.

Le masculinisme influence aussi la manière dont hommes et femmes se perçoivent eux-mêmes dans la société :

- chez certains hommes, il renforce l'idée que la masculinité serait menacée par l'égalité, ce qui peut provoquer un repli identitaire agressif ou un rejet des transformations sociales.
- chez les femmes, l'exposition à de tels discours peut renforcer l'auto-censure, l'épuisement émotionnel ou la perception que certaines sphères sociales ne leur sont pas accessibles sans domination masculine. (déduit des analyses sociologiques du sexisme, voir aussi rapports du HCE)

### • Les liens avec des formes de violence et d'extrémisme

Le rapport 2026 du HCE met en garde contre le passage des discours idéologiques à des passages à l'acte, pouvant aller de l'hostilité verbale à des violences physiques.

Le HCE souligne que certaines formes de masculinisme peuvent s'inscrire dans des logiques de radicalisation, comparables à d'autres mouvances extrémistes reconnues, et exposer à des actes graves (violences, haine, voire terrorisme misogyne).

**Le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (instance indépendante rattachée au Premier ministre chargée d'évaluer les politiques publiques en matière d'égalité) vient de publier son rapport annuel 2026 sur l'état du sexisme, consacré à la menace masculiniste.**

Le HCE y formule 25 recommandations à l'attention du gouvernement. Parmi les principales :

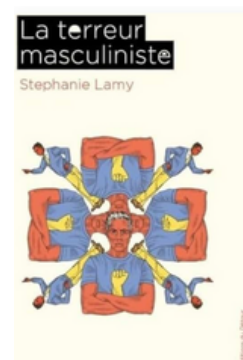
- Reconnaître et surveiller le phénomène, avec la création d'une catégorie autonome « masculinisme » dans les plateformes de signalement pour mieux suivre le phénomène en ligne (ex. : cyberdiscriminations, discours de haine).
- Confier au HCE, avec moyens dédiés, la mission de Observatoire national du masculinisme et des radicalisations sexistes.
- Éducation et prévention en rendant obligatoires les séances d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS) dans les établissements scolaires, avec un cadre et des moyens renforcés.
- Régulation du numérique avec le renforcement des contrôles des plateformes et des organismes de régulation (ARCOM, PHAROS), notamment pour lutter contre l'amplification des discours masculinistes. + Accroître la transparence des algorithmes pour aider les utilisateurs à garder le contrôle de ce qu'ils voient en ligne.
- Sécurité et doctrine de l'État en incluant le concept de « terrorisme misogyne » dans les doctrines de sécurité nationale pour mieux appréhender les formes extrêmes de cette radicalisation.

**La FSU soutient l'ensemble des préconisations du rapport, au premier rang desquelles les séances EVAR-S obligatoires et financées, dont le rôle préventif est essentiel.**

**Défendre l'égalité, c'est aussi combattre partout le sexisme et cette menace réactionnaire et viriliste qui menace les droits acquis comme ceux à encore conquérir et veut ramener les femmes à l'invisibilité et à la soumission.**

Pour aller plus loin :

La terreur masculiniste, de Stéphanie Lamy : le masculinisme tue (tous les jours)



## L'EVAR-S, levier pour l'égalité et l'émancipation

L'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle vise à donner aux enfants, aux adolescent.es et aux jeunes adultes des clés pour comprendre leurs émotions, construire des relations respectueuses, comprendre le consentement, reconnaître les comportements abusifs. Elle permet le dialogue, le respect de soi et des autres et contribue à la prévention des situations à risques.

L'EVAR-S est un outil essentiel dans l'analyse de la construction sociale du genre, elle permet de parler de l'intime comme une conscientisation des inégalités globales, des violences globales en s'appuyant sur les besoins et les représentations des élèves.

## Des ressources pour aller plus loin :

### 1. SITES internet :

- Centre Hubertine Auclert <http://www.centre-hubertine-auclert.fr/>
- <https://www.filsantejeunes.com/>
- <https://www.onsexprime.fr/>
- <https://questionsexualite.fr/>
- <https://www.lumni.fr/programme/sexotruacs>
- <https://jeprotegemonenfant.gouv.fr/>
- <https://dansmabanane.mouvementdunid.org/>
- Matilda ( faire vivre l'égalité ) <https://matilda.education>
- Sur l'éducation à la sexualité <https://matilda.education/course/index.php?categoryid=26>

### 2. Bibliographie :

Retrouvez dans cet article sur le site de la FSU 31 une bibliographie pour approfondir la réflexion.

## Programme EVAR-S, un combat syndical et féministe

En 2014, le 30 Juin, les ABCD de l'égalité sont officiellement abandonnés par B. Hamon au profit d'un engagement de « généralisation ultérieure ». Alors que l'Inspection générale avait acté les effets positifs du programme et préconisait sa généralisation : « il s'agit même de l'amplifier, en en faisant évoluer les modalités, de bâtir rigoureusement et progressivement un projet qui s'intègre au quotidien de la vie scolaire et des enseignements et qui relève pleinement de l'éthique professionnelle des enseignant.es. »

La FSU et ses syndicats de l'Éducation portent depuis longtemps la nécessité de travailler à l'égalité filles/garçons et à l'éducation affective, relationnelle et à la sexualité. En 2013, le constat de la non-action institutionnelle et la revendication syndicale sont clairs : « La FSU demande que les séances d'éducation à la sexualité et à l'égalité soient partie intégrante de la formation des jeunes, adaptée à chaque niveau d'enseignement. Le manque de temps de formation et de moyens des personnels, ainsi que le manque de moyens accordés aux associations pouvant intervenir lors de telles actions, pèsent sur la faisabilité de ces séances, censées être au nombre de trois par an dès le primaire. L'éducation à la sexualité ne saurait se réduire à la biologie de la reproduction ou à la prévention sanitaire, elle doit aussi concerner la relation affective, le désir, le respect entre partenaires, la lutte contre la phobie des lesbiennes, gays, bi et transsexuels. »

Depuis cette rentrée, le programme d'ÉVAR.S doit être mis en œuvre de la maternelle à la Terminale. Fin Juin 2023, le Ministre de l'EN communique sur la saisie du Conseil Supérieur des Programmes sur l'éducation à la sexualité. En Novembre 2023 La CIIVISE (Commission Indépendante sur l'Inceste et les Violences Sexuelles Faites aux Enfants) rend son rapport. Le premier projet du CSP sort en Mars 2024, les organisations syndicales commencent dès lors à mener pied à pied la bataille pour son amélioration qualitative et une orientation progressiste. L'extrême-droite et la droite réactionnaire se réveillent. En Novembre 2024, le délégué à l'enseignement professionnel en cite la « théorie du genre » à propos du programme et 100 sénateurs écrivent une tribune dans le Figaro «Le militantisme n'a pas sa place l'école ». Le Conseil Supérieur de l'Éducation du mois de Décembre est annulé en décembre mais le programme EVAR-S est adopté le 30/01/25 par le CSE. Ainsi sort la Circulaire 4 Février 2025 qui annule et remplace celle du 12 Septembre 2018. Saisi par les associations de droite et d'extrême-droite, le Conseil d'Etat, en Juin 2025, rend une décision actant que le programme EVARS est conforme à la Loi.

Face aux engagements de ce programme, il est important de pouvoir se former et de construire des collectifs de travail et d'élaboration commune, dans les écoles, dans les établissements du second degré. Tant dans l'approche pédagogique et éducative que dans sa mise en œuvre réelle, les syndicats sont un soutien de la mise en place de ce programme qu'ils ont contribué à faire émerger. N'hésitez pas à nous contacter pour échanger, être mis en lien avec des collègues.

## L'écoféminisme

On parle d'écoféminisme lorsque des femmes se mobilisent autour des enjeux écologiques et mènent des luttes collectives, ouvrant ainsi un espace de réflexion politique et sociale. Longtemps resté marginal, notamment en France, ce courant connaît depuis quelques années un regain d'intérêt marqué, suscitant à la fois enthousiasme, curiosité, mais aussi incompréhension et critiques.

Le terme « écoféminisme » est employé pour la première fois par Françoise d'Eaubonne dans son ouvrage *Le féminisme ou la mort*, publié en 1974. Elle y remet en cause le mythe de la croissance infinie, l'appropriation du corps des femmes, et dénonce simultanément les mécanismes de domination et d'exploitation de la nature. Par la suite, d'autres penseuses majeures comme Vandana Shiva, Silvia Federici ou Carolyn Merchant ont approfondi et enrichi cette approche.

L'écoféminisme s'est également incarné dans des luttes concrètes à travers le monde. On peut citer le mouvement Chipko en Inde, engagé dans la protection des forêts himalayennes face à la monoculture, ou encore le camp pacifiste de Greenham Common, en Angleterre pour protester contre l'implantation de missiles nucléaires.

La convergence entre luttes féministes et écologiques n'est pas fortuite : les femmes sont particulièrement exposées aux conséquences de la crise environnementale. D'après un rapport du Conseil économique, social et environnemental, « 70 % des personnes les plus pauvres sont des femmes ». Celles-ci subissent de manière disproportionnée les effets du changement climatique et de l'érosion de la biodiversité, phénomènes qui accentuent leur précarité et renforcent des inégalités déjà existantes.

L'écoféminisme établit un lien direct entre l'exploitation de la nature et celle des femmes. Le travail salarié des femmes est sous-rémunéré, tandis que le travail domestique, essentiel au fonctionnement de l'économie, est invisible et non payé. De la même manière, la nature fournit des ressources indispensables sans considération pour son renouvellement ou sa préservation. Femmes et environnement apparaissent ainsi comme indispensables, mais systématiquement dévalorisés.

L'écoféminisme articule ainsi justice sociale et justice environnementale, au cœur de nos actions collectives contre le patriarcat et le capitalisme.

Pour finir comme le dit Starhawk : « Si nous ne sommes pas capables d'imaginer le monde que nous voulons, nous ne pourrons pas le faire advenir. »

### Pour aller plus loin :



### Des ressources pour aller plus loin :

- Roman graphique : ReSisters de Jeanne Burgart Goudal
- Roman dystopique : Viendra le temps du feu de Wendy Delorme
- Roman Science-fiction : La trilogie du losange de Françoise d'Eaubonne
- Essai : Pour une écologie pirate de Fatima Ouassak, Des paillettes sur le compost : Écoféminismes au quotidien de Myria Bahaffou et Vandana Shiva
- Théorie : Être écoféministe : théories et pratiques de Jeanne Burgart-Goutal